

Une “loi spéciale climat” avant les élections ?

■ Écolo et Groen ont déposé la proposition de loi prête à l'emploi. CDH, PS et Défi veulent avancer.

Écolo et Groen ont cosigné une proposition de loi à la Chambre, reprenant la “loi spéciale climat” prête à l'emploi élaborée par des universitaires francophones et néerlandophones, a annoncé dimanche le coprésident d'Écolo, Jean-Marc Nollet, sur le plateau de l'émission *C'est pas tous les jours dimanche* (RTL-TV1).

“Nous avons introduit un texte et c'est désormais aux partis traditionnels de se positionner”, a lancé M. Nollet, en insistant sur le fait que cette loi doit être votée avant les élections de mai prochain. “Nous pouvons avoir une majorité des deux tiers, les jeunes demandent des engagements, votons ce texte déposé par les scientifiques”, a-t-il exhorté.

Avec de la volonté...

Pour répondre à l'urgence climatique, une dizaine de professeurs d'universités et de chercheurs spécialisés en droit constitutionnel et de l'environnement ont présenté vendredi une “loi spéciale climat” prête à l'emploi. Le texte revoit non seulement les objectifs belges à la hausse, mais consacre également les principes de justice sociale et d'intégrité.

Sur Twitter, la cheffe de groupe du CDH à la Chambre, Catherine Fonck, a estimé qu'une loi climat pouvait voir le jour avant la fin de la législature “avec de la volonté, le sens de l'intérêt général et de l'efficacité”. Elle propose que les chefs de groupes de la Chambre se réunissent cette semaine pour avancer sur base du travail des académiques.

Du côté du PS, Ahmed Laaouej a appelé à valoriser “ce travail universitaire sur le climat sans récupération politicienne”. Il veut inviter les professeurs qui ont rédigé ce texte à venir le présenter au Parlement. “Une large

majorité pourrait le soutenir”, a indiqué le chef de groupe des socialistes francophones sur Twitter. Via le même canal, le député Olivier Maingain (Défi) a précisé que son parti était prêt à discuter et à voter la loi climat préparée par les professeurs d'universités. “Allons de l'avant ! Plus de tergiversations”, a-t-il lancé.

Le CD&V propose son pacte

De son côté, le CD&V souhaite élaborer un pacte climatique en vertu duquel les autorités du pays s'engageraient à investir 3% du PIB dans les travaux publics, les bâtiments et la mobilité. Concrètement, cette idée représenterait un investissement supplémentaire de l'ordre de 600 millions d'euros pour le fédéral et d'1,3 milliard pour la Flandre, a expliqué dimanche Wouter Beke, le président des chrétiens-démocrates flamands, sur le plateau de l'émission *De Zevende Dag* (VRT).

Personne, à droite comme à gauche, ne profite de la “pensée pessimiste”, a poursuivi M. Beke. Ce dernier s'oppose dès lors au plaidoyer de la N-VA en faveur d'une prolongation de la durée de vie de certaines centrales nucléaires.

“C'est dommage que les nationalistes flamands aient voté la fermeture des centrales au Parlement, mais qu'ils continuent à entretenir l'incertitude sur le sujet. De la sorte, l'innovation est ralentie”, a-t-il analysé.

D'après le président du CD&V, l'énergie nucléaire pouvait constituer un argument valable il y a quelques années, mais, avec l'augmentation actuelle de ses coûts tandis que ceux du renouvelable diminuent, ce n'est plus vraiment le cas. Pour cette raison, il entend se concentrer sur les énergies renouvelables, avec en plus des investissements dans des centrales à gaz et en faveur de l'efficacité énergétique. C'est dans cette optique que s'inscrit le plaidoyer du CD&V en faveur d'un plan d'investissements pour le climat impliquant tous les gouvernements, mais aussi d'autres acteurs. (D'après Belga)

Judis du climat

Un “grand débat” entre les présidents de partis et les brosseurs

Invitation. La ministre francophone de l'Éducation Marie-Martine Schyns (CDH) va inviter les présidents de parti à rencontrer les élèves le 27 février à Namur, indiquait l'intéressée samedi dans *L'Écho*. Elle propose “un grand débat” en réponse à la grève des élèves du secondaire, qui manifestent pour le climat chaque jeudi.

Un élève par école. “Impossible de ne pas aborder ce mouvement d'une ampleur incroyable, dit-elle. Avec les pouvoirs organisateurs, nous allons inviter chaque école du secondaire à désigner, de la manière dont elle le souhaite, par vote ou de manière volontaire, un élève qui viendrait le 27 février à Namur représenter son école, poser des questions et surtout écouter les réponses des présidents de partis”, explique la ministre, qui relaie le souhait des directeurs d'écoles et des réseaux. “Nous allons inviter les présidents de partis à rencontrer les élèves. Je ne doute pas que, pour rencontrer 400 ou 500 élèves, ils seront présents le 27 février à Namur”, poursuit la ministre Schyns. “Les élèves ont envie d'entendre aujourd'hui les réponses des partis, et plus seulement par presse interposée. [...] Les partis sont en train de mettre sur pied leur programme pour les élections, ils doivent pouvoir en débattre avec les jeunes.”